

*Pétrole et gaz du Canada—Loi*

Cela est-il avantageux pour les habitants de la région qui voudraient travailler à l'exploitation du gisement ou à la raffinerie? Aucune différence. Les mêmes débouchés existent indépendamment de la participation du gouvernement. Il n'y a absolument aucune différence.

Pour les habitants de l'endroit, ce qui importe, c'est le prix du gallon de mazout ou d'essence. Je puis dire aux députés que le prix de ces produits aux portes mêmes de la raffinerie est d'environ 20c. de plus qu'à Ottawa. Par conséquent, quel avantage en tirent les gens qui vivent là-bas et qui doivent acheter leur pétrole et leur gaz de cette raffinerie? Quel avantage y a-t-il à ce que le gouvernement possède une participation d'un tiers? Aucun, à mon avis.

Et que dire des gens qui vivent là, qui participent aux travaux de prospection, les joueurs en quelque sorte? Ils sont prêts à risquer leur argent pour trouver du pétrole. S'ils ont de la chance, ils s'en tireront bien financièrement.

Je connais un certain nombre de personnes qui ont participé à la prospection dans les Territoires il y a dix ou 15 ans. A cause du gouvernement libéral qui, d'année en année, était au pouvoir et de la façon dont il fallait exploiter le pétrole du Nord, ils sont allés s'installer en Alberta. C'était l'endroit pour gagner de l'argent. L'Alberta avait un gouvernement raisonnable. Si vous investissiez votre argent en Alberta, que vous ayez de la chance et que vous trouviez du pétrole, vous pourriez le vendre à un prix raisonnable et gagner de l'argent.

Ces gens qui, il y a 15 ans, et jusqu'à il y a 5 ans environ, vivaient dans la même rue que moi quittent actuellement l'Alberta à cause de la politique du gouvernement libéral. Ils emportent avec eux, aux États-Unis, leur argent et leurs connaissances. La politique fédérale a chassé ces gens au-delà de deux frontières, tout d'abord celle du 60<sup>e</sup> parallèle et maintenant celle du 49<sup>e</sup> parallèle. Ils franchissent cette frontière parce que c'est là de l'autre côté que se trouve l'argent.

Je voudrais parler brièvement d'une question que le député de Crowfoot (M. Malone) a signalé à la Chambre il y a quelques jours. Il a cité un extrait d'un discours que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a prononcé à Sherbrooke (Québec). Il y a parlé en français, à un certain nombre de ses camarades d'université. Il semblait un peu plus ouvert qu'il ne l'est à la Chambre. Le ministre a été franc à l'égard de la politique du gouvernement. Elle est destinée d'après lui, à éviter que de l'argent ne puisse être gagné dans l'arrière-pays canadien. Le ministre veut faire main basse sur cet argent et le canaliser en direction du Québec, de l'Ontario et d'autres endroits où il y a encore quelques libéraux en place. Il a été très franc à ce propos et ne s'en est pas caché.

Je ne puis approuver cette politique. À l'avenir l'Ouest, le Nord et les Maritimes avec le champ d'Hibernia auront besoin d'investir une grande quantité de capitaux d'immobilisation. La meilleure manière d'accumuler ces capitaux, c'est de se servir de l'argent que l'exploitation du pétrole et du gaz dans ces régions a produit. Ce n'est certainement pas en pompant cet argent, en l'injectant dans le centre du Canada, en construisant des aéroports comme Mirabel ou en renflonnant des sociétés comme Chrysler et Massey-Ferguson, qu'on parviendra à atteindre notre objectif d'autarcie énergétique. Il n'y aura pas suffisamment d'argent pour les investissements requis

dans les régions du Canada prometteuses, où l'on peut espérer trouver des gisements de pétrole et de gaz.

● (2110)

Enfin, monsieur l'Orateur, j'ai parfois du mal à comprendre pourquoi les députés d'en face, quand il s'agit de canadianisation, choisissent toujours des industries particulières dans des régions précises du pays, passant outre aux autres. Quand ils parlent de canadianisation, l'industrie pétrolière et gazière vient tout de suite à l'esprit. Pourquoi? Parce que cette industrie échappe à leur sphère d'influence ici. Dans l'ensemble, elle se trouve dans les régions du pays où le gouvernement actuel n'a pas grand appui. Il n'a donc pas à se soucier des sentiments, des vœux des gens de l'industrie.

Par contre, lorsqu'il s'agit d'autres industries où se fait sentir la présence étrangère, les industries de la fabrication ou de l'alimentation dans cette région-ci du Canada—quand je parle d'ici, j'entends dans un rayon de plusieurs centaines de milles autour d'Ottawa—les arguments sont-ils les mêmes? Non, pas du tout. Le grand silence règne alors de ce côté-là de la Chambre. Il me semble qu'ils choisissent des régions industrielles où ils ne supporteront pas de conséquences, car les répercussions de leur canadianisation peuvent être néfastes pour ceux qui habitent les régions visées.

Monsieur l'Orateur je termine en disant que nous sommes tout aussi résolus que quiconque à réaliser la canadianisation. Mais nous voulons le faire d'une manière raisonnable, rationnelle, et surtout pas à coups de bâton assénés sur la tête des gens, à la façon des libéraux.

**M. Jack Shields (Athabasca):** Le débat d'aujourd'hui est l'un des plus importants que nous ayons eus à propos du Programme énergétique national ou du bill C-48. Je voudrais revenir brièvement sur ce qui s'est passé il y a 17 ans, surtout parce que nous parlons aujourd'hui à la Chambre des sables bitumineux, du pétrole lourd et des énormes quantités de pétrole brut et de pétrole synthétique que contiennent les sables pétrolifères. Il y a 17 ans, dans le nord de l'Alberta, un peu au nord de Fort McMurray, nous avons accueilli à bras ouverts la Sun Oil Co., et l'avons encouragée à investir des millions de dollars dans la première usine de traitement des sables bitumineux à être construite afin de pouvoir exploiter les vastes gisements de l'Athabasca.

Je n'oublierai jamais l'ouverture de l'usine. Les habitants de Fort McMurray avaient été invités à l'usine et ils ont pu entendre le premier ministre provincial d'alors, M. E. C. Manning, dire avec beaucoup de fierté: «Cette usine est maintenant ici en Alberta et pas un cent du Trésor public n'y a été investi.» La Sun Oil Co., dirigée par son fondateur, M. Pugh, avait vu les possibilités des sables bitumineux et prévu la pénurie de pétrole à l'échelle mondiale et elle avait pris le risque d'innover en disant: «Nous allons construire cette usine parce que nous pensons pouvoir un jour mettre au point la technologie nécessaire.»

Depuis 17 ans, Sun Oil a presque fermé l'usine au moins trois fois. Elle ne demandait ni de cadeaux ni de subventions, mais elle ne faisait pas d'argent. Elle perdait des millions de dollars chaque année. Elle a pourtant persévéré. Elle a mis au point la technologie nécessaire. Parce que Sun Oil est devenue une société viable, une autre usine a été construite. Le prix du pétrole a grimpé. Les pays de l'OPEP, qui contrôlaient presque toutes les principales sources de pétrole du monde occidental,